



CONTINENTAL EDUCATION STRATEGY FOR AFRICA

CAMEROON MAKES PROGRESS, BUT MAJOR GAPS REMAIN

Ten years after its adoption by the African Union, the Continental Education Strategy for Africa (CESA 2016–2025) is showing measurable progress in Cameroon, although significant structural and financial challenges continue to hamper its full implementation. [PAGE 7](#)



La Lettre du

GRATUIT

CEFAN

Trimestriel bilingue publié par le CEFAN avec le soutien du Projet "Éducation à Voix Haute"/ "Education Out Loud"/EOL - 4^{ème} Trimestre 2025

FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION

- La part qui revient au secteur de l'éducation et de la formation dans le budget national est de 13,46%
 - Elle est en baisse par rapport à celle du budget précédent qui était de 14,57%
 - Une portion en dessous de l'engagement de la porter à 18,57%
 - L'investissement quant à lui est réduit à 09% pour le MINEDUB et 03,5% pour le MINESEC
- [Lire le Focus en pages 4-5](#)



L'ETAT TARDE À RESPECTER SES ENGAGEMENTS

GRATUITÉ DE L'ÉDUCATION DE BASE

LA SOCIÉTÉ CIVILE TIRE LA SONNETTE D'ALARME

[PAGE 3](#)

ANNÉE 2026

LES ORIENTATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CEFAN

[PAGE 9](#)

« Exit 2025, cap sur 2026 »



Par Josué Baloma,
Coordonnateur National du CEFAN

Alors que s'achève l'année 2025, une évidence s'impose : au Cameroun, le droit à l'éducation continue d'être un combat quotidien. Un combat que la Cameroon Education For All Network (CEFAN) a choisi d'assumer sans relâche, parfois dans la discrétion des salles de réunion, parfois sur le terrain, au contact des communautés les plus oubliées. Faire le

bilan de 2025, c'est reconnaître les victoires obtenues, les résistances persistantes, mais surtout la détermination intacte d'une coalition de la société civile qui refuse la fatalité.

Une année pour consolider l'essentiel

En 2025, le CEFAN a essentiellement misé sur le renforcement : renforcer la voix de la société civile dans

le secteur éducatif, renforcer la coordination entre ses membres, renforcer la capacité des communautés à réclamer un service public de qualité dans le secteur éducatif du Cameroun. À travers des formations, des campagnes de sensibilisation et un appui continu à ses organisations membres, la Coalition a consolidé une base qui lui permet désormais de peser davantage dans les débats nationaux et internationaux.

Sur le terrain, les réalités ne mentent pas

L'année 2025 a été marquée par de fortes inégalités d'accès, notamment dans les régions en crise. Pourtant, dans ces zones où l'État peine parfois à intervenir, le CEFAN a poursuivi son travail de proximité : documentation des besoins, accompagnement des acteurs locaux, collecte des données communautaires. La coalition a aussi remis

l'enfant au centre, en mettant en lumière des histoires vraies — celles d'élèves dont la scolarité survit grâce à des initiatives locales.

Le plaidoyer, pilier stratégique de 2025

Dans le dialogue politique, la CEFAN n'a pas ménagé ses efforts : participation active au dialogue sectoriel, analyses critiques des budgets de l'éducation, plaidoyer pour plus de transparence dans les financements, interpellations publiques sur la prise en charge des zones affectées par les crises. Là où certaines décisions auraient pu passer sous silence, la société civile a rappelé que derrière chaque chiffre budgétaire se trouve un enfant réel.

Le Cameroun dans la dynamique africaine et mondiale

2025 a aussi été l'année où le CEFAN a mieux inscrit son action dans les dynamiques internationales :

échanges avec des plateformes africaines de l'éducation, contribution aux réflexions sur l'ODD4, participation à des ateliers régionaux et continentaux et internationaux. Dans un contexte mondial de pressions économiques, la voix du Cameroun ne peut plus être absente des débats sur les financements de l'éducation — et le CEFAN a contribué à la porter.

Des innovations qui préparent l'avenir

L'année 2025 a vu la mise en place de nouveaux outils de suivi, de rapports de terrain plus rigoureux, et d'approches communautaires renouvelées. Rien de spectaculaire ; mais beaucoup d'indispensable. Car l'innovation, ici, n'est pas technologique : elle réside dans la capacité à faire mieux avec peu, à mobiliser, à convaincre, à documenter.

2026 s'ouvre : entre vigilance et espoir

Pour le CEFAN, ce bilan n'est pas une célébration ; c'est un point d'étape. Les défis sont encore immenses : classes surchargées, manque d'enseignants, financements insuffisants, infrastructures inadéquates, insécurité persistante. Mais, 2025 nous laisse aussi un enseignement décisif : lorsque la société civile reste active, organisée et exigeante, les lignes finissent par bouger.

Pour 2026, le CEFAN entend poursuivre sur cette voie : celle d'un Coalition qui refuse de laisser les marges s'élargir, qui rappelle au gouvernement ses engagements, qui dialogue avec les partenaires, et qui s'ancre dans les communautés pour que nul enfant ne soit oublié.

Parce qu'au fond, défendre l'éducation, c'est défendre l'avenir du pays. Et cet avenir mérite mieux que des promesses : il mérite des actes.

Bonne et heureuse année **2026 à toutes et à tous!**

VERBATIM

Audrey Azoulay, Directrice générale de l'UNESCO

« L'éducation sur les utilisations de l'intelligence artificielle est nécessaire »

L'intelligence artificielle offre en fait des opportunités majeures pour l'éducation, à condition que son déploiement dans les écoles soit guidé par des principes clairs d'équité et d'éthique. L'éducation sur les utilisations de l'intelligence artificielle est nécessaire pour aider les gens à l'utiliser de manière sûre et responsable, en étant conscients des limites de la technologie (...) Il est urgent d'aider les enseignants et les étudiants à faire le meilleur usage possible de cette technologie.

LE FAIT

800 000 enfants

La statistique est de l'UNICEF : au Cameroun, près de 800 000 enfants de 6 à 14 ans ne vont pas à l'école. L'organisation onusienne l'indique dans un rapport publié en juin 2025 intitulé « La situation des enfants au Cameroun ». Le document souligne que le pays compte 5,6 millions d'enfants de 6 à 14 ans. Même si les enfants ont pu dépasser les défis des premières années, 48,6% des 5 à 11 ans subissent encore de multiples privations. Près de 14% d'entre eux ne vont pas à l'école (contre 90,1% des enfants scolarisés en Primaire), le plus souvent parce que les parents manquent des ressources financières nécessaires.



Trimestriel bilingue publié par le CEFAN avec le soutien du
Projet «Éducation à Voix Haute»/ «Education Out Loud»/EOL

Directeur de publication
Marie Noëlle Pauline Edith ETOBE
Tél : 699 86 39 76

Rédacteur-en-chef :
Josué BALOMA

Rédacteur-en-chef adjoint
Alain NOAH AWANA

Conseillers à la rédaction
Olivier TANKEU
Saturnin OHOUO

Reporters
Marie Noël Mbeng Neil
Félicité Eboufeye

Rédaction
Josué BALOMA,
Olivier TANKEU
Alain NOAH AWANA,
Claude Charly FONKEM,
Thobie Emmanuel MBASSI,
ABASS MOHAMADOU,
Roger KAFFO FOKOU,
Julie Edith CHIMI,
Jeff NGAWÉ,

François NKEUMI
Pascal MODO BELIBI

Relecture
Josué BALOMA,
Olivier TANKEU
Saturnin Ohouo

Infographie
Aminy Concept

Imprimerie :
JV GRAAF

Tirage : 500
Distribution : CEFAN

GRATUITÉ DANS LE PRÉSCOLAIRE

La société civile tire la sonnette d'alarme

Malgré les textes et la suppression des frais d'inscriptions, les parents continuent d'être soumis à des dépenses importantes pour leurs enfants dans le préscolaire et le primaire. Les organisations membres de la Cameroon Education For All Network interpellent le gouvernement pour l'application réelle de la gratuité dans ce segment de l'éducation camerounaise.

Par Pascal Modo Belibi

C'était au cours d'un point de presse tenu en fin novembre 2025 au siège de la Cameroon Education For All Network (CEFAN) à Yaoundé. Il a été présenté aux médias les principaux résultats d'une enquête menée sur la problématique de la gratuité de l'éducation publique de base, préscolaire et primaire, au Cameroun.

L'étude menée par le groupe thématique Gouvernance et Financement de l'Education (GFE) du CEFAN a relevé plusieurs constats. Sur le plan des pratiques actuelles, la gratuité reste partielle. Si les frais d'inscription sont supprimés, les parents continuent de dépenser d'importantes sommes d'argent, notamment pour l'Association des Parents d'Elèves et Enseignants (APEE), dont les frais varient entre 5 000 FCFA et 15 000 FCFA. Ils doivent également déboursier des sommes non négligeables pour les photocopies, les carnets de correspondance ou encore les bulletins de notes.

4 enfants sur 10 accèdent à la maternelle

L'autre constat, en relation avec



la non-effectivité de la gratuité totale, est que le taux brut de préscolarisation reste faible : il se situe à environ 40%, ce qui fait un ratio de 4 enfants sur 10 seulement qui accèdent à la maternelle. Les éléments recueillis auprès des parents indiquent que cette situation est due au coût élevé du préscolaire.

Le groupe thématique GFE du CEFAN est aussi arrivé au constat selon lequel les dispositifs publics, en l'occurrence le paquet minimum ou la caisse d'avance, sont insuffisants et inégalement appliqués. Alors que certains établissements en profitent pleinement, d'autres ont du mal à les recevoir. Autre conséquence de cet état de choses, le recours aux maîtres et maîtresses de parents augmente, ce qui dégrade la qualité même de l'encadrement.

Pour une gratuité réelle

Autant de raisons pour lesquelles le CEFAN et ses membres plaident sans cesse pour une « véritable gratuité au préscolaire - au moins une année - et au primaire ». Pour l'ONG, cette gratuité inclut la suppression de tous les frais directs et indirects à la charge des parents ; la fourniture gratuite des manuels et tenues scolaires aux enfants du préscolaire et du primaire ; une participation active des communes et des organisations de la société civile dans la distribution du paquet minimum et le suivi des activités scolaires ; et la mise en place d'un texte officiel (décret ou loi) consacrant la gratuité de l'école.

Comment financer ?

Pour financer cette gratuité, le groupe thématique GFE fait plusieurs propositions aux décideurs camerounais. Ses membres estiment par exemple que les produits manufacturés et agroalimentaires peuvent être taxés afin de tirer des revenus qui pourront soutenir la politique de gratuité. Ils proposent également la taxation des ressources naturelles, notamment celles du sous-sol dont le Cameroun regorge. Il est également suggéré d'utiliser des fonds issus de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Comme dernière piste de financement, il est proposé de prélever une contribution des travailleurs camerounais à hauteur de 1% du salaire mensuel.

Pour le groupe thématique GFE du CEFAN, après la publication des résultats de l'enquête menée, l'heure est à la finalisation de l'étude sur le financement durable de la gratuité de l'école au Cameroun. Il est également question d'élargir le groupe national de plaidoyer, mettre en place un observatoire indépendant de l'éducation, et faire adopter une loi nationale sur le financement de l'éducation au Cameroun.

SUSTAINABLE EDUCATION

CEFAN Urges the Development of "Everyday Heroes" in Cameroon

The Thematic Group on Citizenship Education and Sustainable Development (GT ECDD) of the Cameroon Education For All Network (CEFAN) held an advocacy conference on Wednesday, October 29, 2025, at the FECACLUBS-UNESCO conference hall in Bastos. This strong civic initiative brought together education stakeholders, representatives of public administrations, and technical and financial partners around a major challenge: building the future through education.

By Julie Chimi

Held under the theme "Shaping Everyday Heroes: Education, Nutrition and Hygiene at the Service of the Future", the meeting served as a vibrant call for an education system in Cameroon that is firmly oriented toward sustainable development.

Three Pillars for a Resilient Future

At the heart of the discussions, three key pillars were identified as essential to shaping responsible and committed citizens: quality education, balanced nutrition, and a healthy school environment. These conditions are critical to ensuring learners' well-being and enabling them to contribute sustainably to national development.

However, the assessment shared by participants remains worrying. Underfunded school canteens, inadequate sanitation infrastructure, and the limited integration of Education for Sustainable Development (ESD) into official curricula continue to pose major challenges.

"Shaping everyday heroes is not a utopia; it is an urgent necessity. Well-nourished, well-educated and sensitized students will become the builders of a more sustainable Cameroon," emphasized members of the GT ECDD.

A Call to Action for All Stakeholders

Through this conference, the GT ECDD of CEFAN issued a clear and inclusive advocacy message, calling on all actors to fully assume their responsibilities. Public authorities, particularly ministries in charge of education, agriculture, livestock and the environment (MINEDUB, MINESEC, MINADER, MINEPIA, MINEPDED), are urged to mainstream ESD across national curricula.

Technical and financial partners—including UNESCO, UNICEF, WFP, FAO, UNDP, GIZ and Plan International Cameroon—are encouraged to support sustainable, community-based educational projects adapted to local realities.

Responsible corporate actors are invited to sponsor schools, UNESCO and Environment Clubs, educational school gardens, and hygiene promotion campaigns.

Finally, local communities are called upon to actively engage in the success of school-based initiatives and youth-led projects.

Building the Future Through Education

The message conveyed by the GT ECDD is unequivocal: education must be a central lever in the fight against poverty, malnutrition, poor sanitation and inequalities. To achieve this, young people must be equipped with the tools they need to become genuine agents of change. As the organizers stressed, the future cannot be decreed—it is built at school, starting today, by shaping everyday heroes committed to a sustainable Cameroon.

RÉSILIENCE DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS

ARESRO-Cameroun lance ses activités

Yaoundé a accueilli la première réunion du comité consultatif de l'Africa Regional Education System Resilience Observatory (ARESRO) pour l'Afrique centrale. Ce projet vise à produire des données probantes sur la résilience des systèmes éducatifs face aux chocs, facteurs de stress et de vulnérabilité. Il devrait aboutir à un observatoire pour aider la mise en œuvre des politiques publiques de l'éducation.

Par Josué Baloma

Au Cameroun, et plus globalement en Afrique centrale, le projet Africa Regional Education System Resilience Observatory (ARESRO) est sorti des fonds baptismaux. C'était au cours d'une rencontre tenue sur deux jours dans la capitale camerounaise. Le projet ARESRO est une initiative continentale financée par le Partenariat Mondial de l'Education (GPE), mis en œuvre par l'Université de Makerere en Ouganda, en partenariat avec l'Université Dalhousie au Canada. Il vise à produire des données probantes sur la résilience des systèmes éducatifs face aux chocs, facteurs de stress et de vulnérabilité. Il est question d'étudier, de documenter et d'améliorer la résilience des systèmes éducatifs en Afrique, en particulier face aux chocs, aux facteurs de stress et de vulnérabilité.

ARESRO va examiner la résilience des systèmes éducatifs dans des pays sélectionnés en Afrique en ex-



plorant ses significations et ses pratiques ainsi que les perturbations potentielles à venir. Plus précisément, le projet observera les initiatives et les innovations existantes qui traitent de la résilience des systèmes éducatifs et de la mesure dans laquelle elles prennent en compte les besoins des groupes vulnérables.

Objectif, rôles, attentes...

Les activités ARESRO-Cameroun ont véritablement été lancées lors d'une séance de travail déroulée le 30 octobre 2025. Les travaux étaient présidés par Pr Edmond Biloa, Vice-Recteur

de l'Université de Yaoundé I en charge de la recherche, de la coopération et des relations avec le monde des entreprises. Lequel était accompagné pour la circonstance de Patricia Bissa Enama, Directeur de l'École Normale Supérieure de Yaoundé. Il a essentiellement été question de présenter l'objectif général du projet ARESRO au Cameroun, en engageant les parties prenantes au plan national à soutenir la résilience du système éducatif camerounais. Les rôles, les attentes vis-à-vis des parties prenantes ont également été présentés, et leurs impressions recueillies

Le lancement du projet ARESRO au Cameroun s'est poursuivi le lendemain, par la constitution de son Comité consultatif national. Cette instance est composée d'une dizaine d'acteurs clés du secteur éducatif camerounais, parmi lesquels la Cameroon Education For All Network (CEFAN). Formellement installé, ce comité a pour principal rôle de s'assurer que le projet ARESRO avance vers la direction souhaitée et qu'il bénéficie de l'accompagnement des acteurs sectoriels-clés. Les rôles ont également été clarifiés, les responsabilités et les modalités de participations des membres du comité définies, ainsi que les attentes prioritaires en matière de résilience éducative recueillies.

Après cette étape, la mise en œuvre effective d'ARESRO-Cameroun a commencé. En novembre, il s'est tenu un atelier préparatoire à la collecte des données de terrain pour l'évaluation formative. Les enquêteurs ont ainsi été recyclés avant la descente sur le terrain.

FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION

L'Etat en flagrant délit de non-respect de ses engagements

Alors qu'il s'était fermement engagé à atteindre les standards internationaux en matière de financement de l'éducation, l'Etat du Cameroun est à la traîne. Le cap des 4-6% du produit intérieur brut n'a jamais été atteint, tout comme celui de 20% des dépenses publiques. Le pays a plutôt tendance à réduire cette part. Pour l'année 2026, les enveloppes cumulées du MINEDUB, du MINESEC, du MINESUP, du MINJEC, du MINRESI et du MINEFOP, ne représentent que 13,46% du budget global. Dossier réalisé par Olivier Tankeu et Alain Noah Awana

BUDGET 2026

Seulement 13,46% pour l'éducation et la formation

Sur plus de 8 683,3 milliards de FCFA du budget national pour l'exercice 2026, l'Etat a réservé cette portion pour les ministères sectoriels que sont MINEDUB, MINESEC, MINESUP, MINEFOP, MINJEC et MINRESI.

Il semble encore très lointain le temps où l'Etat camerounais va enfin respecter ses engagements au sujet du financement du secteur de l'éducation et de la formation. La loi de Finances pour le compte de l'exercice 2026, adoptée par le Parlement et promulguée par le président de la République, peut justifier ce pessimiste. En son article 96e, qui ventile les dépenses et les charges du budget général, il est prévu une enveloppe totale de 1 168,828 milliards de FCFA pour l'ensemble des départements ministériels de ce secteur. Ce qui représente exactement 13,46% du budget global qui, lui, s'élève à 8 683,9 milliards de FCFA. Parmi les six départe-



ments ministériels du secteur de l'éducation et de la formation, celui des Enseignements Secondaires (MINESEC) a la plus grosse part, avec 595,233 milliards de FCFA, représentant 52,5% du secteur. Il est

suivi du ministère de l'Education de Base (MINEDUB) qui bénéficie d'une enveloppe budgétaire de 333,551 milliards de FCFA, soit environ 28,5%. Le ministère de l'Enseignement Supérieur (MINE-

SUP) a droit à 143,338 milliards de FCFA (12,6%). Le ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique (MINJEC) et celui de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP) empochent respective-

ment 28,241 milliards de FCFA et 33,045 milliards de FCFA, pour une valeur relative quasi-identique d'environ 3%. Et le ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation s'en sort avec 34,920 milliards. Objectifs lointains.

Aussi rébarbatifs que ces chiffres puissent paraître, ils illustrent tout de même que l'on est encore très loin des objectifs de financement que l'Etat s'était pourtant lui-même fixé. En 2018, lors du sommet du Partenariat Mondial pour l'Education (PME), le gouvernement avait pris l'engagement de porter à 18,5% les dépenses publiques de l'éducation et de la formation à l'horizon 2020. En 2021 à Londres, tou-

jours lors d'un sommet du PME, il avait renouvelé cet engagement en promettant de porter ces dépenses à 18,57% du budget dès 2023.

Pour information, l'enveloppe globale allouée au secteur éducatif pour l'exercice 2026 est en légère hausse par rapport aux 1 117,403 milliards de FCFA de l'exercice précédent, soit de 1,03% en valeur relative. Cela n'empêche pas de faire ressortir une dichotomie totale entre les engagements gouvernementaux et la réalité en matière de financement de l'éducation au Cameroun. Au cours des cinq dernières années, l'enveloppe budgétaire prévue pour ce secteur est toujours resté loin des objectifs fixés.

PUBLIC INVESTMENT BUDGET

The Meagre Share Allocated to MINEDUB and MINESEC

Despite a slight increase in budget allocations for 2026, the share devoted to public investment stands at just 9% and 3.5% respectively for the Ministry of Basic Education and the Ministry of Secondary Education.

At the Ministry of Basic Education (MINEDUB) and the Ministry of Secondary Education (MINESEC), investment does not appear to be a priority. On the contrary, spending is largely concentrated on operating costs. The budget allocations for the 2026 fiscal year to these two key ministries clearly illustrate this situation. Out of a total envelope of CFA 332.051 billion, the government allocated CFA 30.7 billion to the Public Investment Budget (PIB) for MINEDUB—about 9% of the overall budget—against CFA 301.351 billion earmarked for operating expenditure. As for MINESEC, its PIB allocation is even more limited: CFA 21.91 billion, representing approximately



3.5% of the ministry's total budget. Although both PIB allocations have increased by a few billion CFA francs compared to 2025, observers say this remains far from sufficient to spur genuine development of educational infrastructure—a sector that is nonetheless in urgent need. Access to quality school infrastructure re-

mains a major challenge in Cameroon, exacerbated by stark regional disparities. Regions Severely Lacking School Infrastructure According to a study published by UNESCO in June 2025 entitled "The Situation of Children in Cameroon", half of the country's regions are affected by this problem. The Far North, North, Ad-

amawa and East regions are generally considered severely deprived in terms of school infrastructure. In the North-West and South-West regions, the situation has significantly deteriorated due to the prevailing security crisis. Despite the emergency reconstruction plan launched by public authorities, these areas are still far from regaining

their former level of infrastructure. Beyond these regions, the shortage of quality school infrastructure can be observed on a broader scale. The imbalance between rural and urban areas is particularly striking. In many rural communities, pupils travel several kilometres to reach school, often along dangerous and inaccessible paths. Urban areas, on the other hand, are faced with overcrowding in already inadequate facilities. According to statistics, more than 30% of school-age children in remote regions lack access to adequate infrastructure, undermining their right to education.

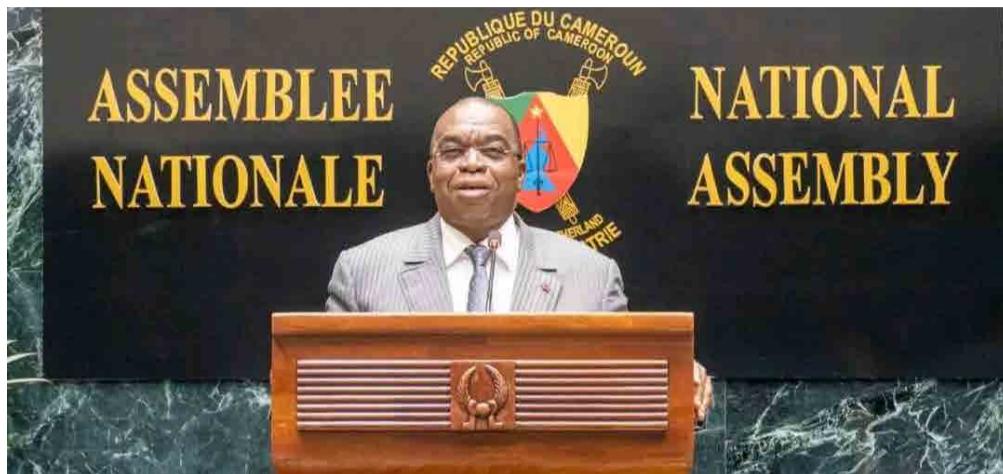
Low Levels of Investment

The low level of investment in the construction of new schools further aggravates this situation. Even when school buildings exist, they are often unable to accommodate all pupils, leading to overcrowded classrooms. Teaching under temporary shelters or in facilities not designed for education has become common practice, negatively affecting the quality of learning. Beyond buildings, the condition of facilities—particularly electricity and plumbing—is often poor in primary schools. The lack of electricity limits the use of modern teaching technologies and makes instruction difficult, especially during the rainy season. Yet, the government continues to restrict its investments in this sector...

FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION Comme peau de chagrin...

Le financement du système éducatif camerounais a drastiquement baissé au cours de la dernière décennie, après avoir tutoyé les standards internationaux.

C'est le tout premier Rapport d'analyse de l'annuaire statistique du secteur de l'éducation et de la formation qui le dit : au Cameroun, le financement du système éducatif reste encore insuffisant. Publiée en 2024 par l'Institut National de la Statistique (INS), cette analyse comparative des indicateurs clés à la lumière de l'ODD4 fait ressortir que le gouvernement est loin des standards internationaux. Elle indique que sur la période 2019-2022, la part globale du secteur dans le budget national (hors dette) a connu une augmentation de 18,74% en 2019 à 19,43% en 2021, mais



une baisse de 1,16% en 2022 (18,27%). Cette allocation était légèrement en-deçà des 20% recommandés par les partenaires techniques internationaux du secteur de l'éducation. Malheureusement, au lieu de continuer de progresser, elle s'est amoindrie au fil des années. Une observa-

tion des lois de Finances récentes conforte ce constat. De 2022 à 2025, elle a été respectivement de 13,28%, 13,60% et 14,66%. Qu'elle soit redescendu à 13% à peine va à l'encontre engagements pris. D'autres chiffres soulignent le caractère quelque peu

étonnant de la répartition budgétaire du Cameroun, vis-à-vis du secteur éducation et formation. La répartition intra-sectorielle des ressources montre que les Enseignements Secondaires et l'Éducation de Base absorbent respectivement 59% et 31% en moyenne, soit 90% des allocations

budgétaires. La part du primaire est en-deçà des 45% recommandés. L'éducation est loin d'être gratuite pour les familles. En effet, elles contribuent de manière importante aux dépenses d'éducation soit à hauteur de 31% et de 21% respectivement pour le primaire et le secondaire, des dépenses d'éducation du pays.

A noter aussi que, comme le rappelle le rapport de l'INS, cette situation entraîne une pression certaine sur les ménages. En effet, souligne le document, les familles contribuent de manière importante aux dépenses d'éducation. L'observation de la totalité des

dépenses d'éducation du pays, permet d'estimer les dépenses des familles à 31% et 21% respectivement pour le primaire et le secondaire. Elles sont également confrontées à la perte générée par les coûts d'opportunité. Autrement dit, l'éducation au Cameroun est loin d'être gratuite pour les familles. Elles dépensent principalement pour : l'acquisition des manuels et fournitures scolaires ; les cours complémentaires et uniformes scolaires ; les frais d'examens (CEP/ FSLC, Entrée en 6^{ème}/Common entrance, BEPC/GCEOL, Probatoire, Baccalauréat/GCEAL) ; les frais d'APEE.

POLITIQUES PUBLIQUES

Afrique, mauvaise élève en financement de l'éducation

Selon l'UNICEF, moins d'un pays du continent sur cinq atteint le niveau de référence en matière de financement de l'éducation, qui est de 20% au moins du budget.

Source : unicef.fr

Le continent africain a maille à partir avec le financement de son éducation. Le constat a une fois de plus été fait par l'UNICEF en 2024, à l'occasion de la Journée de l'enfant africain dont le thème était « L'éducation pour tous les enfants en Afrique : l'heure est venue ». Il semble malheureusement que l'heure n'est pas encore venue pour les gouvernements du continent de s'approprier cette donnée, en finançant suffisamment leurs systèmes éducatifs. Selon les nouvelles analyses publiées par l'organisme onusien à la période ci-dessus indiquée, la plupart des pays africains ne remplissent pas leurs engagements d'allouer 20% de leur budget national à l'éducation, comme le recommande le cadre d'action pour les Objectifs de développement durable pour l'éducation.

Au total, seulement 9 des 49 pays africains, soit moins d'un sur 5, ont consacré 20% ou plus de leurs dépenses publiques à l'éducation, tandis que

24 pays se sont engagés à consacrer au moins 15% de leur budget national à l'éducation et que 6 pays ont consacré moins de 10% de leur budget national à l'éducation.

« Malgré les progrès considérables réalisés par les gouvernements africains pour augmenter le taux de scolarisation dans le primaire et le premier cycle du secondaire au cours de la dernière décennie, les écoles sont sous-financées, les classes sont surchargées et les enseignants sont en nombre insuffisant », déplore alors l'UNICEF. Après avoir rappelé que le financement de l'éducation est un problème majeur sur le continent africain, laissant des millions d'enfants dans l'incapacité d'acquérir les compétences fondamentales nécessaires à leur prospérité future et à celle de leur pays.

101 565 milliards de FCFA de besoins annuels

Pourtant, les besoins en investissements sont énormes. L'on estime qu'environ 101 565 mil-

liards de FCFA (quelque 183 milliards de dollars US) sont nécessaires chaque année pour l'éducation des enfants dans les pays africains pour atteindre les ODD en matière d'éducation, alors que les ressources disponibles ne sont que de 58 830 milliards de FCFA (environ 106 milliards de dollars US). Le continent africain fait donc face à un déficit de financement de l'éducation de l'ordre de 40%. Autre constat déplorable : les gouvernements africains consacrent à peine 02% de leur budget d'éducation à l'enseignement préscolaire, tandis que 20% sont consacrés à l'enseignement supérieur. Toujours selon l'UNICEF, 13 des 40 gouvernements ayant des données disponibles n'ont investi aucune ressource dans l'enseignement préscolaire, tandis que l'enseignement supérieur continue d'être priorisé.

Enfin, l'on estimait qu'en 2022, les dépenses de l'éducation ont en moyenne été inférieures aux niveaux d'avant la pandémie de COVID-19 et égales aux niveaux d'il y a dix ans. Le COVID-19 a

entraîné une baisse significative des dépenses d'éducation sur l'ensemble du continent, les dépenses d'éducation réelles par habitant en 2022 étant égales aux niveaux observés en 2012-2013.

Plus de 100 millions d'enfants non scolarisés

Ce faible financement a naturellement des impacts négatifs sur la scolarisation des enfants africains et, partant, sur leur avenir et celui des Nations africaines. « Plus de 100 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire ne sont pas scolarisés en Afrique », avait déclaré Gilles Fagninou, directeur régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, lors de la publication des analyses. Pour être encore plus concret, le faible financement de l'éducation entraîne la faiblesse des résultats de l'apprentissage. La preuve : quatre enfants sur cinq âgés de 10 ans sont incapables de lire et de comprendre une histoire simple.

La situation est préoccupante, ce d'autant plus

que le besoin d'investissement ne fera qu'augmenter afin de répondre aux exigences d'une population en âge d'être scolarisée qui croît rapidement. On estime en effet que l'Afrique comptera 1 milliard d'enfants d'ici 2050. D'où l'urgence de mobiliser davantage les ressources.

Attention budgétaire plus axée sur le préscolaire

Pour ce qui est de l'UNICEF, elle n'a eu de cesse de lancer un appel aux Etats membres de l'Union africaine pour qu'ils accordent, enfin, la priorité à l'apprentissage préscolaire et fondamental. Parmi les actions-clés qu'elle recommande, il y a bien sûr celle de s'engager à nouveau à faire de l'éducation une priorité budgétaire et atteindre le seuil recommandé de 20% des dépenses annuelles pour l'éducation ; mais aussi d'accroître l'attention budgétaire accordée à l'apprentissage précoce et s'engager à allouer au moins 10% des budgets de l'éducation à l'enseignement présco-

laire.

Il est aussi recommandé de tirer parti des ressources internationales publiques et privées, y compris les prêts à des conditions préférentielles et les subventions des institutions financières internationales, les mécanismes de financement novateurs et les partenariats public-privé ; de renforcer la transparence et la responsabilité dans la planification, la budgétisation et à la gestion du système éducatif ; d'améliorer l'efficacité des dotations budgétaires, notamment en remédiant aux inefficacités tout au long de la chaîne de dépenses dans le domaine de l'éducation.

L'UNICEF demande enfin d'investir davantage dans les enseignants/tes et élaborer des plans clairs pour financer leur recrutement, rétention et développement professionnel ; tout en améliorant l'équité des dépenses d'éducation et de la prestation de services et veiller à ce qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte dans l'accès à un apprentissage de qualité.

OBJECTIF DE DÉVELOPPEMENT DURABLE N°4

Préoccupations sur la mise en œuvre au Cameroun

Cinq ans avant l'échéance de 2030, la réalisation de l'Objectif de Développement Durable n°4 (ODD4), visant à garantir une éducation de qualité pour tous, reste incertaine au Cameroun. C'est le constat dressé par 51 organisations de la société civile (OSC) du secteur de l'éducation, regroupées au sein de la Cameroon Education For All Network (CEFAN), dans le rapport alternatif sur la mise en œuvre de l'ODD4. Ce document examine les sept cibles de l'ODD4, identifie les progrès, les lacunes et propose des recommandations aux pouvoirs publics et aux OSC.

Par Marie-Noël Mbang Neil

Éducation scolaire

La première cible de l'ODD4 vise à ce que tous les enfants suivent un cycle complet du primaire et du secondaire gratuit et de qualité. Or, le pays fait face à de nombreux défis : financement insuffisant, non-application de la gratuité scolaire dans le préscolaire et le primaire, déscolarisation d'environ 1,5 million d'élèves dans les régions affectées par l'insécurité (Extrême-Nord, Nord-Ouest, Sud-Ouest, Est), infrastructures inadéquates, déficit d'enseignants et qualité inégale des enseignements.

Les OSC recommandent : l'accroissement de l'offre éducative avec davantage de salles de classe, laboratoires, bibliothèques ; la convocation des états généraux de l'éducation pour prendre en compte les nouvelles problématiques ; la création de centres d'insertion socioprofessionnelle pour les enfants en situation de déperdition scolaire ; la professionnalisation des enseignants pour répondre aux besoins de la Stratégie Nationale de Développement 2030 (SND30) ; et le renforcement des capacités des formateurs en éducation inclusive.



Soins et éducation préscolaire

L'accès à des activités de développement de la petite enfance et à l'éducation préscolaire de qualité reste limité, surtout en zones rurales. Les recommandations de la société civile incluent : la création de structures préscolaires supplémentaires ; la finalisation de la Politique nationale de la petite enfance ; la poursuite du plaidoyer pour la gratuité du préscolaire et la mise en place d'une plateforme nationale de la société civile dédiée au développement de la petite enfance.

Formation professionnelle et enseignement supérieur

S'agissant de ce volet, le Cam-

eroun dispose de lois régissant l'éducation et l'enseignement privé et a enregistré une augmentation des centres de formation professionnelle de 1 477 en 2020 à 1 822 en 2022 (+23%). Le nombre d'apprenants est également en hausse, passant de 52 792 à 59 557. Toutefois, l'accès aux TIC, matériel didactique et formation professionnelle reste limité, surtout en zones rurales, avec seulement 5% des jeunes en formation technique et professionnelle et 14% à l'université.

Compétences et accès à l'emploi

La société civile note une croissance des apprenants dans les centres publics et

des efforts pour consolider l'Approche par Compétences (APC), avec 45 référentiels de formation, formation de 50 encadreurs et renforcement de 800 formateurs. Cependant, 79,61% des apprenants sont dans le privé, le financement reste insuffisant, la prédominance du privé et l'existence de structures clandestines limitent l'efficacité, et l'insertion professionnelle des diplômés reste un défi.

Éducation inclusive

Au sujet de l'inclusion de toutes les couches et catégories sociales dans le système éducatif, malgré des progrès dans la prise en charge des enfants vivant avec un handicap, des la-

cunes persistent : le taux de scolarisation des filles au primaire est de 51% contre 72% chez les garçons ; le taux d'abandon scolaire des filles est élevé (37% à la fin du primaire, 39% au premier cycle secondaire). Certaines localités négligent encore la scolarisation des filles et le manque d'enseignants spécialisés demeure un obstacle.

Apprentissages fondamentaux

Pour s'assurer que tous les jeunes et une part significative des adultes sachent lire, écrire et compter, l'offre d'éducation non formelle et extrascolaire reste faible. Seuls 1,3% des 446 747 enfants déscolarisés sont inscrits dans les centres d'éducation de base non formelle (CEBNF). Des progrès ont été notés : taux d'achèvement du premier cycle passé de 43,18% à 44,40%, taux d'abandon de 7,08% à 7,01% et taux de redoublement de 11,57% à 9,06% (2020-2024). Le gouvernement est invité à finaliser la politique nationale d'alphabetisation et à promouvoir les langues et cultures nationales.

Éducation au développement durable

Cette cible vise à développer

des compétences pour promouvoir le développement durable, la citoyenneté et la santé. L'insertion économique des jeunes reste faible : sur 16 719 formés en 2022, seulement 5 657 (33,84%) se sont insérés dans le marché du travail. Des programmes d'éducation au VIH et à la sexualité sont mis en œuvre dans les établissements scolaires. Les recommandations incluent l'intégration de thèmes tels que droits humains, paix, égalité des sexes, développement durable et santé dans les programmes scolaires et la finalisation de la Politique nationale de l'éducation au développement durable.

In fine, le rapport alternatif souligne que, malgré quelques avancées, l'atteinte de l'ODD4 reste un défi majeur pour le Cameroun. Il appelle le gouvernement à renforcer le financement, améliorer l'accès et la qualité de l'éducation, promouvoir l'inclusion et l'égalité des genres, et développer des compétences pratiques pour l'insertion professionnelle et le développement durable. Les OSC sont invitées à poursuivre leur rôle de veille et de plaidoyer afin de garantir que chaque enfant et jeune camerounais puisse bénéficier d'une éducation complète et équitable.

EDUCATION EN AFRIQUE CENTRALE

CEFAN et UNESCO renforcent leur partenariat

Une réunion stratégique s'est tenue en septembre 2025 au Bureau Régional de l'UNESCO en Afrique centrale pour consolider le partenariat avec la Cameroon Education For All Network. L'objectif était d'évaluer les réalisations des deux organisations, d'identifier les défis et d'envisager les perspectives de collaboration à court et moyen terme.

Par Josué Baloma

La rencontre a rassemblé Hilaire Puntu, Directeur Représentant ai du Bureau Régional de l'UNESCO et Conseiller régional en éducation, ainsi que des représentants du CEFAN, dont la Présidente du Conseil d'administration, Marie Noëlle Pauline Edith Eto-be, le Coordonnateur National, Josué Baloma, et plusieurs membres du conseil d'administration et du secrétariat exécutif. Lors de cette réunion, le Coordonnateur National du CEFAN a présenté l'historique de l'organisation, ses réalisations et ses défis. Depuis sa création il y a 20 ans, le CEFAN a renforcé son développement institutionnel grâce à l'adoption de manuels de procédures, de mécanismes de trans-



parence et de gouvernance, ainsi que par la mise en place d'un site web et d'un journal officiel. La coalition regroupe environ 70 organisations de la société civile de l'éducation, et entretient un partenariat formel avec le ministère de l'Éducation de Base, garantissant ainsi sa crédibilité dans le secteur éducatif.

La délégation du CEFAN est également revenue sur ses projets récents. Le hub de la société civi-

le de l'éducation au Cameroun a signé un accord avec la Fondation Paul Gérin-Lajoie, renforçant ses capacités institutionnelles sur la lutte contre la corruption, la politique genre et inclusion, le code de conduite, la gouvernance web et la gestion des plaintes. Ces actions permettent à la coalition de mieux structurer ses programmes et d'assurer la durabilité de ses initiatives éducatives à l'horizon 2030.

Perspectives et projets à court terme

À très court terme, le CEFAN a présenté ses perspectives, dont l'essentiel concerne le plaidoyer à l'occasion de la Journée Mondiale des Enseignants, afin de promouvoir des politiques éducatives inclusives et d'influencer les stratégies des candidats à l'élection présidentielle d'octobre 2025. Le Bureau Régional de l'UNESCO avait déjà

mobilisé des fonds pour soutenir la coordination sectorielle et le renforcement des capacités de la société civile, donnant au CEFAN une occasion unique de démontrer son expertise et son rôle stratégique dans la région.

L'UNESCO et la société civile : une synergie pour le droit à l'éducation

Le CEFAN se trouve à la croisée des chemins : ses réalisations passées, sa réputation, la confiance des décideurs de l'UNESCO et le contexte favorable des Nations Unies constituent des atouts majeurs. La coalition est désormais appelée à transformer ces opportunités en actions concrètes, en mettant en œuvre un plan rigoureux pour maximiser son im-

pact sur l'éducation de qualité, inclusive et durable en Afrique centrale. L'organisation peut compter sur l'UNESCO. Le Bureau Régional de cette organisation onusienne couvre 12 pays d'Afrique centrale et met l'accent sur l'éducation en tant que droit fondamental. Selon M. Puntu, l'UNESCO travaille non seulement avec les États, mais aussi avec la société civile pour concrétiser ce droit, en promouvant une approche intersectorielle intégrant les sciences sociales et humaines, le développement durable, l'égalité de genre, la paix, la sécurité et l'innovation technologique. Le Bureau Régional de l'UNESCO pour l'Afrique Centrale a été reconnu comme la meilleure agence UNESCO au monde.

CONTINENTAL EDUCATION STRATEGY FOR AFRICA Cameroon Makes Progress on Continental Education Strategy, but Major Gaps Remain

Ten years after its adoption by the African Union, the Continental Education Strategy for Africa (CESA 2016–2025) is showing measurable progress in Cameroon, although significant structural and financial challenges continue to hamper its full implementation.

By Alain Noah Awana

A recent assessment commissioned by the Cameroon Education For All Network (CEFAN) and completed in November 2025 provides a mixed picture of the country's performance. The evaluation was conducted by a research team comprising Dr Albert Etienne Temken (AIEIMS-2D), Philomène Bihina (RECAMEF) and education expert Dr Charly Fonkem. Its objective was to review how far Cameroon has gone in aligning national education policies with CESA, and to identify both achievements and shortcomings.

Policy Alignment and Institutional Framework

The study finds that Cameroon's education and training policies are broadly aligned with



continental and global frameworks, including the African Union's Agenda 2063 and the United Nations' Sustainable Development Goal 4 on quality education. At the national level, implementation is anchored in the 2023–2030 Education and Training Sector Strategy and the National Development Strategy 2020–2030, which places human capital at the centre

of economic growth. Institutional coordination is led by the ministries responsible for basic, secondary and higher education, as well as employment and vocational training. The report also highlights growing cooperation between the Cameroonian government and international partners such as UNESCO, UNICEF and the African Development Bank, par-

ticularly in financing, capacity building and technical support. Civil society organisations, notably CEFAN, are playing an increasingly visible role in policy monitoring, community support and advocacy. Their involvement, the study notes, has contributed to greater transparency and independent oversight of education sector reforms.

Tangible Results on the Ground

According to the assessment, implementation of CESA in Cameroon has produced at least 12 notable outcomes. These include the recruitment and continuous training of education personnel, expansion of school infrastructure through the construction of new classrooms, and wider use of information and communication technologies in teaching. Regulatory reforms aimed at protecting pregnant students have contributed to improved girls' enrolment rates, while inclusive education policies are being more widely adopted. Other achievements cited include the validation of a National Qualifications and Certification Framework, participation in regional learning assessments, the expansion of literacy programmes, and the creation of new science- and technology-oriented schools.

The professionalisation of the education system, the establishment of new public and private universities with diversified programmes, and the strengthening of education data systems are also highlighted as areas of progress.

Improved Civil Society Engagement

One of the key findings of the report is the growing involvement of civil society in national

education governance. Education-focused civil society organisations are now more actively engaged in Cameroon's Voluntary National Review process, with their recommendations reflected in official reports submitted on progress towards the Sustainable Development Goals.

Persistent Structural Challenges

Despite these advances, the report underscores several enduring obstacles. Awareness and ownership of CESA remain limited among education stakeholders, including administrators and teachers. Delays in implementing structural reforms, weak inter-ministerial coordination and persistent sociocultural barriers continue to undermine policy effectiveness.

Funding constraints remain a major concern, as financial and logistical resources allocated to education fall short of the sector's needs. Deep regional and social inequalities also persist, with girls, children with disabilities and populations in rural or conflict-affected areas facing disproportionate barriers to access. Finally, ongoing security crises in parts of the country continue to disrupt schooling and slow the pace of reform, raising concerns about Cameroon's ability to fully meet the objectives of CESA by the end of the 2016–2025 cycle.



REACTION

PHILOMÈNE BIHINA, RECAMEF,
MEMBER OF CEFAN

“Awareness on CESA Needs to be Strengthened”

The purpose of the study was to assess the level of implementation of the Continental Education Strategy for Africa (CESA) by examining the achievement of its 12 objectives in Cameroon. After the theoretical phase, our work involved identifying the individuals to be surveyed. We categorized them at the strategic level of decision-makers, regional level, departmental level, and down to the district level. This included all actors involved in the Cameroonian education system. Among the key recommendations, we can highlight the need to strengthen awareness and ownership of CESA. Additional funding for education in Cameroon is also necessary to

address the many challenges. The government should conduct regular evaluations of CESA's implementation, establishing an effective coordination mechanism and strengthening both institutional and technical capacities.

It is further recommended to actively involve civil society organisations in education, to value skills for employment and entrepreneurship, to consider the socio-political and security context, and to enhance monitoring, evaluation, and accountability. Finally, the state should use the results to adjust policies and programs to ensure equitable and effective implementation.

The Continental Education Strategy for Africa (CESA 16-25) is the continental framework adopted by the African Union to transform education in Africa for the period 2016–2025

Its main idea is the ambition for a bright future achieved through reconciling the continent with its education and training systems. It aims to “create a new African citizen, an effective agent of change for the sustainable development of the continent”, as envisioned by the African Union in its Agenda 2063. CESA seeks to “reorient education and training systems

in Africa to provide the knowledge, skills, abilities, and innovative and creative capacities necessary to promote sustainable development at national, regional, and continental levels.”

To gather evidence and strengthen its advocacy in monitoring public education policies, the Cameroon Education For All Network (CEFAN)—the Cameroonian

coalition of civil society organizations (CSOs) in education, established in October 2005 and bringing together around sixty CSOs—planned an evaluation of CESA 16-25 to measure progress made. The aim was to highlight achievements and identify gaps to be filled for a brighter future for education in Cameroon specifically and across Africa in general.

INSIDE CEFAN APPROCHE GESI

Le CEFAN actualise sa politique d'égalité du genre et de l'inclusion sociale

Un atelier de deux jours a eu lieu au siège de la Coalition en décembre 2025 avec pour principal objectif le lancement des activités de collecte des données nécessaires à l'actualisation de cette politique pour la période 2026-2030.

Par Félicité Eboufeye

Pour les cinq prochaines années, la Cameroon Education For All Network (CEFAN) entend toiletter son document de Politique d'égalité du genre et d'inclusion sociale (PGIS). Un atelier s'est déroulé à cet effet les 17 et 18 décembre 2025, en présence de la Présidente du Conseil d'administration du CEFAN et des représentants de plusieurs organisations membres de la Coalition. Dirigés par la consultante Rose Nicole Famo Ngandjui, les travaux ont porté sur plusieurs contenus, avec pour objectif principal de présenter le plan de travail et de lancer les activités de collecte de données nécessaires à l'actualisation de la Politique d'égalité du genre et de l'inclusion sociale du CEFAN pour la période 2026-2030. Plus spécifiquement, il a été question de : présenter



le calendrier opérationnel et les étapes clés du processus d'actualisation de la PGIS ; clarifier les rôles, responsabilités et attentes vis-à-vis des parties prenantes ; présenter la méthodologie et les outils de collecte des données (entretiens, focus group, questionnaires, revues documentaires) ; recueillir les premières données et contributions techniques des participants ; mettre en place un mécanisme de coordination et de

communication pour la suite du processus.

Plan de travail validé

Au sortir de l'atelier, trois principaux résultats sont à retenir. Le premier est que le plan de travail détaillé a été présenté et validé. Deuxièmement, les parties prenantes au processus d'actualisation de la PGIS maîtrisent mieux leur rôle dans la collecte des données. Enfin, les participants ont pu

élaborer une première base de données qualitative lors des sessions de travail. Place est donc désormais laissée à la collecte des données.

Il convient de rappeler le contexte dans lequel intervient cette actualisation du PGIS. La Politique genre et inclusion du CEFAN sur la période 2017-2022 a certes constitué un cadre de référence pertinent, mais elle est aujourd'hui caduque et ne prend pas suffisamment en compte certains aspects.

De nombreuses mutations sociales et économiques sont survenues récemment ou se sont accrues, en l'occurrence la pauvreté, les conflits internes, les flux migratoires, la pandémie Covid-19, etc. Entre temps, de nouveaux cadres nationaux de planification (DSSEF 2023-2030, SND30, PNEI, Politique nationale genre révisée) ont été élaborés ou adoptés par le gouvernement.

Disposer d'un document stratégique

Il faut aussi souligner, dans ces changements, les leçons apprises lors des sessions de renforcement de capacités organisées par la Campagne Mondiale pour l'Education (CME) en 2024. Ou encore, les innovations institutionnelles internes au CEFAN telles que le budget flexible, les congés flexibles,

la dimension O3P (papiers, personnels, pratiques), les congés familiaux, et les politiques institutionnelles de la Coalition. Et même les principes émergents de la gouvernance inclusive, de la diversité et de la responsabilité sociale dans le secteur de l'éducation. Ce sont autant de mutations qui doivent conduire au relookage de la PGIS.

A terme, l'actualisation de cette politique permettra au CEFAN, non seulement de disposer d'un document stratégique de référence 2026-2030 aligné sur les standards internationaux et de consolider ses mécanismes internes de gouvernance inclusive, mais aussi d'offrir un modèle institutionnel inspirant aux organisations de la société civile partenaires et au gouvernement dans la promotion de l'égalité de genre dans l'éducation.

CITIZENSHIP AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT CEFAN and UNESCO Guide Students at Maranatha Adventist School

Maranatha Adventist Primary School hosted activities focused on environmental protection, skills development, and awareness-raising against various social issues.

By Julie Chimi

Students in Nlongkak, Yaoundé, participated in a combined celebration of International Day of the Girl, Handwashing Day, Nutrition Day, Poverty Day, and United Nations Day, organised by CEFAN and UNESCO. The event featured educational talks on "Leadership, Communication, and Civic Engagement" as well as

"Environmental Protection, Sustainable Agriculture, and Healthy Nutrition." The students also engaged in hands-on workshops, demonstrating early skills in whiteworm farming, proper handwashing techniques, and vegetable gardening. The Representative of UNESCO's Multisectoral Regional Office for Central Africa reminded the students of the importance of Education for Sustainable Development (ESD), which goes beyond

learning to read, write, or count. ESD helps children understand the world around them, protect nature, combat pollution and deforestation, and address other global challenges. The President of the Cameroon Federation of UNESCO Clubs highlighted the event's theme, "Education Shapes the Future," encouraging students to see themselves as tomorrow's hope. Similarly, the focal point for the Education, Citizenship,



and Sustainable Development Thematic Group (GT ECDD) at CEFAN emphasised that the goal of ECDD is to nurture youth who understand the

importance of peace, respect the environment, value equality, combat climate change, and commit to just and sustainable development.

These lessons were received by the young students at Maranatha Adventist School with enthusiasm, in a lively and age-appropriate atmosphere.

EXCERPT

"We support this vision of transformative, engaged, and inclusive education"

Sylvère Elat, President of FECACLUBS - UNESCO

which every future is built. Training the citizens of tomorrow begins today. And it all starts here, within this school, in your classrooms, with your notebooks, books, questions, and dreams. Through each lesson learned, each value instilled, each word spoken with respect, you are building the Cameroon of tomorrow. But this noble mission is not only the responsibility of teachers. It also belongs to families, civil society organizations, UNESCO Clubs, and society as a whole. We must all ensure that every child,

regardless of their background, has access to quality education based on the values of peace, tolerance, solidarity, environmental respect, and human rights. Through FECACLUBS-UNESCO and the Thematic Group on Education for Citizenship and Sustainable Development (ECDD) of CEFAN, we support this vision of transformative, engaged, and inclusive education. That is why we are here: to listen, encourage, and plant in each of your hearts the idea that you are the builders of tomorrow.



The theme that brings us together today carries a profound and essential message: "Education shapes the future." Yes, dear children, teachers, and partners, education is much more than a simple right. It is the foundation of any just, equitable, and prosperous society. It is the light that illuminates the path, the key that opens the doors of hope, and the lever through

EXCERPT

"Let us be the architects of a sustainable future"

Julie Chimi, Focal Point, Thematic Group ECDD - CEFAN



We must all understand this theme, "Education shapes the future," and bring it to life every day in our schools, homes, and communities. Education is a pillar. It gives children the tools to understand the world, transform it, and become responsible citizens, aware

of their rights but also of their duties toward society and the planet. This is the essence of education for citizenship and sustainable development. It teaches children not only to succeed academically but also to succeed in life as members of society, acting for the common good. Dear students, each day you come to school, you are planting the seeds of your future. Respect your classmates and teachers. You are the future of Cameroon. Dear teachers, you are guides for these young people. Thank

you for your commitment. Continue to make our schools places where we educate not only scholars but also engaged, open-minded, and caring global citizens. And to all of us, education partners, I make a call: let us invest in primary schools, in values, in Clubs, in education for citizenship, environment, and health. For this is where it all begins. Let us be the architects of a sustainable future.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

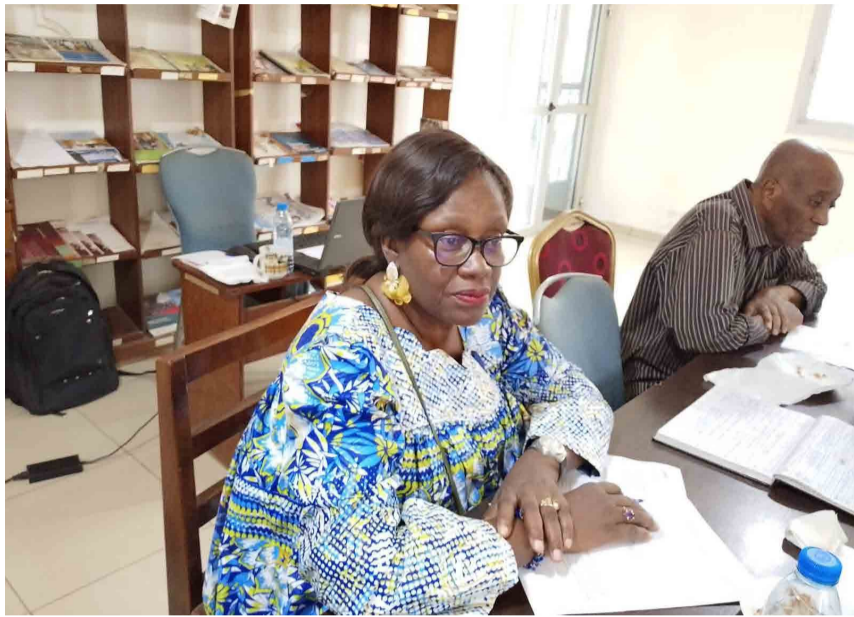
Le CEFAN face au défi de la transition du projet EOL

Réunis en session, les membres du Conseil d'Administration de la Cameroon Education For All Network ont pris connaissance de la situation générale de la coalition.

Par Alain Noah Awana

Entre rigueur budgétaire, incertitudes financières et nouvelles exigences du Partenariat mondial pour l'éducation (PME), les membres du Conseil d'administration de la Cameroon Education For All Network (CEFAN) ont pris le pouls de la situation générale de la Coalition en fin d'année. C'était au cours de la deuxième session annuelle du Conseil d'administration, tenue le 19 décembre 2025, sous la houlette de sa présidente, Marie-Noëlle Pauline Edith Etobe. A l'ordre du jour, plusieurs points tels que la situation générale du CEFAN, celle liée aux questions financières ainsi que la situation de la communication.

Et c'est la situation générale du CEFAN, présentée par Josué Baloma, le Coordonnateur National, qui a longuement retenu l'attention des administrateurs, notamment à propos du projet Education Out Loud (EOL), en français, Education à Voix Haute. Depuis novembre 2009, le projet EOL constitue le principal levier d'intervention du CEFAN. Il ressort que les activités prévues ont été menées durant la période sous



revue.

Fin de cycle pour EOL, attente prolongée pour EOL/2

À l'approche de la fin du projet EOL en 2026, les perspectives de sa deuxième phase, EOL/2, suscitent des espoirs et inquiétudes. Le conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) a validé les plans de mise en œuvre en juin, puis confirmé cette décision en décembre 2025.

Selon les informations communiquées, la désignation de l'agent de subvention et l'approbation définitive des propositions ne devraient intervenir qu'au premier semestre 2027. Une situation

qui impose au CEFAN et aux autres coalitions nationales africaines de revoir leur planification, tout en restant pleinement opérationnels et engagés dans les cadres de dialogue sectoriel, notamment les Groupes Locaux des Partenaires de l'Éducation (GLPE).

Gouvernance

La session a également permis d'évaluer la mise en œuvre des résolutions adoptées en août 2025. Les rapports annuels ont été transmis à plusieurs institutions clés, dont l'UNESCO Afrique centrale et le ministère de l'Éducation de Base (MINEDUB).

La question de la mobilisation des res-



sources financières reste centrale. Des discussions ont été engagées avec l'UNESCO Afrique centrale et des propositions ont été soumises dans le cadre d'appels à microprojets. Le Co-

ordonnateur national a rappelé que la présence continue du CEFAN dans le dispositif EOL depuis 2009 repose sur la rigueur et la crédibilité de la coalition. Dans un contexte où plusieurs organisa-

tions ont été exclues des financements du PME pour mauvaise gestion, le CEFAN entend capitaliser sur son sérieux pour consolider ses plaidoyers et préparer l'avenir à l'horizon 2030.

La communication, levier stratégique du CEFAN

Lors du conseil d'administration du 19 décembre 2025, les administrations ont examiné la note de synthèse du Département de la Communication. Entre avancées notables et défis persistants, le rapport met en lumière les efforts engagés pour renforcer la visibilité institutionnelle de la coalition et structurer durablement sa communication interne et externe.

Une communication en pleine structuration

De juin à décembre 2025, le Département de la Communication du CEFAN a multiplié les actions pour consolider l'image et la présence de la coalition dans l'espace public. L'un des faits marquants de la période reste la production et la diffusion régulière des quatre éditions de La Lettre

du CEFAN, véritable vitrine des activités, des positions et des plaidoyers de la coalition. Parallèlement, le site internet du CEFAN a été actualisé et alimenté de manière continue, contribuant à améliorer l'accès à l'information institutionnelle et à renforcer la crédibilité de l'organisation auprès des partenaires et du grand public.

Une présence numérique renforcée

Dans un contexte où le digital occupe une place centrale, le CEFAN a également investi les réseaux sociaux. Les plateformes Facebook, YouTube, Instagram et LinkedIn ont été créées ou actualisées, offrant de nouveaux canaux de diffusion des messages clés de la coalition.

Sur le plan interne, le renforcement du circuit de communication via différentes plateformes

numériques a permis de fluidifier les échanges, de partager plus rapidement les informations et de renforcer la cohésion entre les différents acteurs de la coalition.

Des partenariats médias pour plus de visibilité

Autre avancée significative : la mise en place d'un réseau de médias partenaires. Cette initiative a permis d'améliorer la couverture médiatique des activités du CEFAN et de donner davantage d'écho aux actions de plaidoyer menées en faveur du droit à l'éducation au Cameroun. Ces résultats traduisent la volonté de la coalition de se doter d'un dispositif de communication structuré, cohérent et opérationnel, au service de sa mission.

GRATUITÉ DU PRÉSCOLAIRE AU CAMEROUN

Le CEFAN intensifie son plaidoyer

La question de la gratuité de l'éducation préscolaire a une fois de plus été au centre des discussions lors de la conférence de presse annuelle de la Cameroon Education For All Network (CEFAN), tenue en fin décembre 2025 à Yaoundé. Placée sous le thème « Plaidoyer du CEFAN pour la gratuité du préscolaire au Cameroun », cette rencontre visait à sensibiliser les pouvoirs publics et l'opinion nationale sur l'urgence de mieux financer l'éducation de la petite enfance.

Par Pascal MODO BELIBI

Devant les médias, le Coordonnateur National du CEFAN, Josué Baloma, a rappelé que l'éducation est un droit humain fondamental qui commence dès la naissance. « Le droit à l'éducation est universel et s'exerce sans distinction. Les États et les sociétés doivent le respecter, le protéger et le réaliser », a-t-il insisté, citant plusieurs instruments internationaux et régionaux, dont la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la Convention relative aux Droits de l'Enfant et la Stratégie Continentale de l'Education pour l'Afrique.

Malgré ces cadres juridiques et politiques, l'accès au préscolaire reste limité. Selon les chiffres du CEFAN, seuls 40 % des enfants de 4 à 5 ans bénéficient



d'une scolarisation préscolaire, soit environ 600 000 enfants sur plus de 1,5 million attendus. Plus de 900 000 enfants restent exclus, en particulier ceux issus de familles à faibles revenus, faute de moyens pour couvrir les frais exigibles estimés à 7 500 FCFA, et les coûts indirects qui incluent la cantine, le transport, et le matériel pédagogique.

Investir dans la petite enfance, un enjeu majeur

Pour le CEFAN, cette situation est paradoxale, car les études démontrent que l'investissement dans la petite enfance est le plus rentable socialement et économiquement. « Chaque franc investi dans le préscolaire génère des retombées importantes à long terme », a rappelé Josué Baloma.

Le réseau plaide donc pour la suppression des frais exigibles dans le préscolaire public, afin de garantir un accès équitable

à l'éducation de base, incluant les enfants vivant avec des handicaps, souvent exclus.

Un plaidoyer traduit en actions concrètes

Durant l'année 2025, le CEFAN s'est mobilisé à travers 22 activités programmatiques, dont plusieurs ont directement concerné le préscolaire. Ces initiatives ont été menées en partenariat avec le gouvernement via le MINEDUB, incluant notamment : la

Semaine Mondiale d'Action pour l'Éducation (SMAE), sur le financement et la gratuité du préscolaire ; la célébration de la Journée Internationale de l'Éducation ; le Forum Solidarité Éducation (SOLID'EDUC) 2025, pour analyser les progrès vers l'ODD4 et la CESA16-25 ; ou encore la participation au Groupe Local des Partenaires de l'Éducation (LEG) sur le préscolaire.

Sur le plan financier, le CEFAN estime que la gratuité du préscolaire représenterait un coût annuel d'environ 4,5 milliards de FCFA, somme jugée mobilisable par une combinaison d'augmentation du budget de l'éducation, taxation de certaines activités économiques, contribution de la responsabilité sociale des entreprises et mé-

canismes innovants de financement.

Un appel solennel au gouvernement

En conclusion de la conférence, le Coordonnateur National a lancé un appel solennel au gouvernement pour renforcer le financement domestique de l'éducation et instaurer une loi consacrant la gratuité de l'éducation de base, incluant le préscolaire. « Investir dans la petite enfance, c'est investir dans l'avenir du Cameroun », a-t-il rappelé, invitant les médias à relayer ce message auprès du grand public.

Lors de cette rencontre, M. Baloma était accompagné de plusieurs membres du réseau et leaders de plateformes œuvrant pour une éducation de qualité au Cameroun.

GROUPE THÉMATIQUE N°2 DU CEFAN

Une année 2025 riche en activités

Le groupe thématique n°2 du CEFAN, sur l'« Education Inclusive, Genre et Petite Enfance », en abrégé EIGPE, intervient dans le domaine de l'éducation dite inclusive. Cette dernière prend en compte certaines catégories d'enfants car étant l'une des composantes de l'éducation pour tous prônée dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD).

Par François Nkeumi

Dans le cadre de ses traditionnelles activités, le groupe thématique N°2 (EIGPE) a entrepris de se déployer sur le terrain au cours de l'année 2025. Pour cela, deux principales activités ont été menées sur le terrain, ceci en direction de quelques-unes de ses principales cibles que sont les collectivités territoriales décentralisées (CTD) ainsi qu'en direction des enseignants. Il s'agit de la conduite des actions de plaidoyer en direction des communes d'arrondissement de

Yaoundé I et Yaoundé IV, ainsi que des écoles tant publiques que privées des dites collectivités territoriales.

La commune de Yaoundé IV, dans le cadre dudit plaidoyer, a été sollicitée pour ce qui est de l'accompagnement de quatre écoles publiques inclusives de ladite commune en dons de matériels éducatifs adaptés (cannes blanches ; tablettes de Braille ; oreillettes...) pour des élèves-enfants vivants avec handicap (EVH). Et, pour l'autre commune, à savoir celle Yaoundé I, elle a été également sollicitée



dans le cadre d'un plaidoyer. Il s'est agi d'accompagner une vingtaine d'enseignants pour ce qui est du renforcement de leurs capacités comme « Educateurs spécial-

isés » devant exercer auprès des EVH de leurs écoles respectives.

En plus de ces deux plaidoyers, deux autres activités se sont tenues. Il s'agit de

deux causeries éducatives relatives à la vulgarisation des textes et autres lois nationales et internationales pour ce qui est des droits à l'éducation de cette catégorie d'en-

fants (EVH) et tels que mentionnés dans l'ODD 4 et qui demande d'« Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».

C'est ainsi qu'après ces activités de plaidoyers, l'impact a permis de savoir que la satisfaction, par exemple, des enseignants et des directeurs d'écoles à la fin des causeries éducatives est totale ; car cela leur a permis de savoir que le message est très bien passé et que ces derniers sont très satisfaits dans l'ensemble...

ÉDUCATION ET TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Le CEFAN au cœur du lancement du cadre DELTA à Shanghai

Aux côtés d'autres pays africains et asiatiques, le Cameroun, représenté par la coalition Cameroon Education For All Network (CEFAN), a pris part au lancement du cadre DELTA à Shanghai. L'événement ouvre de nouvelles perspectives pour renforcer les systèmes éducatifs nationaux face aux défis numériques et de l'apprentissage tout au long de la vie.

Par Marie-Noëlle ETOBE

En octobre 2025, représentée par la présidente de son conseil d'administration, Marie-Noëlle Pauline Edith Etoebe, la coalition camerounaise CEFAN a participé aux ateliers internationaux marquant le lancement du cadre DELTA (Digital Empowerment for Lifelong Learning in Teaching and Adult Education), organisés par l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie (UIL) en collaboration avec l'Université Ouverte de Shanghai (SOU).

Pour le Cameroun, cette participation

constitue une opportunité stratégique de renforcer les politiques éducatives nationales et d'aligner les programmes de formation sur les standards internationaux. Le CEFAN, en tant que coalition nationale représentant une soixantaine d'organisations de la société civile dans le secteur de l'éducation, a été chargé de porter la voix du Cameroun et de contribuer à l'appropriation du cadre DELTA au niveau national.

Le CEFAN, acteur clé du dialogue éducatif international

Lors des ateliers, le

CEFAN a partagé les expériences camerounaises en matière d'apprentissage tout au long de la vie, d'éducation des jeunes et des adultes, et d'intégration du numérique dans les programmes scolaires et extrascolaires. Des ont également eu lieu avec diverses délégations sur les meilleures pratiques et solutions innovantes adaptées aux contextes nationaux.

Cette présence renforce le rôle du CEFAN comme catalyseur national dans la mise en œuvre des stratégies éducatives innovantes. La coalition s'est engagée à accompagner le gouver-



nement camerounais dans l'intégration progressive du cadre DELTA dans les politiques éducatives et les programmes de formation professionnelle, tout en soutenant l'appropriation par les enseignants et acteurs éducatifs locaux.

Perspectives pour le Cameroun

L'intégration du cadre DELTA ouvre la voie à une modernisation des systèmes éducatifs camerounais, avec un focus sur : la formation continue des enseignants et des éducateurs d'adultes ; l'inclusion numérique dans les écoles et centres de formation ; le renforcement de l'apprentissage tout au long de la vie pour

tous les citoyens.

Le CEFAN joue ici un rôle central, en coordonnant les actions de plaidoyer et de suivi auprès des autorités éducatives et des partenaires internationaux. Cette dynamique s'inscrit pleinement dans l'ambition nationale de rendre le système éducatif camerounais plus résilient, inclusif et tourné vers l'avenir.

SUIVI-ÉVALUATION

Les OSC africaines du programme EOL recyclées

Les représentants de 11 organisations de la société civile d'Afrique Centrale et de l'Ouest ont bénéficié d'une session de renforcement des capacités en suivi-évaluation, apprentissage et élaboration des propositions de financement, organisée à Cotonou par Educatoin Out Loud (EOL).

Par Olivier Tankeu

Cinq jours de travaux intenses ont ponctué les travaux de cette session organisée dans la capitale béninoise du 24 au 28 novembre 2025. Au total, une quinzaine de thèmes ont été abordés, pour booster les compétences des participants venus de 10 pays africains en matière de suivi-évaluation et en rédaction des propositions de financement. Initiée par Education Out Loud (en français : Education à Voix Haute) d'Oxfam Danemark, la session était animée par les experts de Kalube Consults, revêtait un intérêt particulier au regard de la nécessité de renforcer les organisations de la société civile africaine dans un secteur aussi névralgique que celui de l'éducation.

Les participants, parmi lesquels des représentants de la Cameroon Education For All Network (CEFAN) ont ainsi été dotés d'outils concrets pour améliorer la qualité de leurs interventions. Les connaissances reçues vont leur permettre de désormais mieux répondre aux appels à projets et renforcer leur crédibilité auprès des partenaires techniques et financiers.

Le renforcement des capacités s'est déroulé autour de plusieurs concepts-clés tels que le cadre logique et théorique du changement, les indicateurs SMART, la gestion des données, l'analyse des résultats. Des concepts dont la maîtrise est indispensable pour toute organisation qui souhaite prouver l'impact réel de son travail.

Pour ce qui est du suivi-évaluation, « il n'est plus un simple

atout, c'est une nécessité vitale pour comprendre ce que l'on fait, mesurer l'efficacité de nos actions et démontrer l'impact auprès des bailleurs comme des bénéficiaires », a indiqué Anicet Noukpo, directeur de la stratégie du développement des affaires à Kalube Consults et l'un des formateurs.

Selon lui, la formation a permis de mettre en lumière les forces, mais aussi les zones d'amélioration des mécanismes internes des coalitions présentes. Expliquant que beaucoup d'entre elles disposent déjà de canevas de suivi-évaluation, mais cet atelier leur a permis d'identifier des ajustements essentiels en confrontant leurs pratiques à celles d'autres pays.

Le second grand axe de cet atelier régional a porté sur la rédaction



des propositions de financement. Une composante qu'il faut absolument maîtriser et capitaliser, dans un contexte de concurrence très forte, marqué par des exigences toujours élevées des bailleurs de fonds. Un enjeu crucial, selon Sandrine Dègla : « nous avons partagé les pré requis indispensables pour bâtir une proposition crédible et compétitive. Les participants repartent avec des astuces solides, quel que soit le bailleur auquel ils s'adresseront ». La

consultante-formatrice à Kalube Consults rappelle l'objectif principal qui est de permettre aux OSC de mobiliser davantage de ressources, de répondre efficacement aux appels à propositions et d'assurer la pérennité de leurs interventions.

A l'issue de la formation, plusieurs résultats majeurs se dégagent. Il s'agit d'une meilleure compréhension des outils de suivi-évaluation axés sur les résultats, une capacité accrue à analyser un appel à propositions et à

identifier les attentes de chaque bailleur, un réseau dynamique d'apprentissage régional va être renforcé par des sessions de coaching et de mentorat en ligne. Chaque participant est reparti avec une feuille de route personnalisée destinée à guider la mise en œuvre de nouvelles compétences dans sa coalition. Une initiative qui va permettre, à moyen terme, d'améliorer l'efficacité des interventions soutenues par le programme EOL dans toute la région.



Cameroon Education For All Network

MEILLEURS VŒUX 2026

BEST WISHES FOR 2026

2026

À ses organisations membres, à ses partenaires, au Conseil d'Administration
et à toute la communauté éducative du Cameroun,
Paix • Santé • Engagement • Solidarité

*To its member organizations, partners, the Board of Directors, and the entire education
community in Cameroon,*
Peace • Health • Commitment • Solidarity

Pour une éducation inclusive, équitable et de qualité pour toutes et tous.
For inclusive, equitable and quality education for all.